

mais géographiquement confiné). D'autres mettront en avant un président autoritaire, Alvaro Uribe, des réseaux de paramilitaires, des oligarchies. Seulement voilà, comme l'auteur de ces lignes avait pu le constater lui-même l'an passé («Le miracle de Medellín», *L'Hebdo*, 15 juin 2006), la réputation violente du pays est de moins en moins vraie et parfois complètement fausse.

C'est aussi en substance le message qu'est venu porter aux investisseurs suisses à fin octobre, le ministre colombien du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, Luis Guillermo Plata, 40 ans. Une semaine de rencontres avec les entreprises et les banques. Des négociations politiques aussi en vue de finaliser un accord de libre-échange avec les pays de l'AELE, dont la Suisse fait partie (*lire l'interview*).

UNE CHANCE EN OR L'opération de charme avait mis à l'agenda, le 25 octobre à Zurich, un séminaire intitulé «Why Colombia?» Une question posée à tous les investisseurs venus en nombre pour les inciter à saisir «une chance en or», selon l'intitulé du discours du ministre. Car la Colombie offrirait désormais un cadre idéal. Elle est l'une des économies les plus performantes du continent. Avec une croissance constante depuis 2002 qui s'élève à 7,48% cette année, 6,8% en 2006 et 5,3% un an plus tôt. Une inflation maîtrisée de 4%, des exportations qui ont doublé en quatre ans, une fréquentation touristique qui a plus que doublé et des investissements directs de l'étranger qui ont quadruplé depuis 2002 (1,7 milliard de dollars en 2003, 8 milliards en 2007).

Près de 700 multinationales sont déjà actives en Colombie, comme nous l'avons constaté sur place, notamment Carrefour, Mitsubishi Motors et Renault à Medellín. Quant aux grands groupes helvétiques, ils ont fait de la Suisse le second plus gros investisseur en Colombie. En 2007, ABB a investi 10 millions de dollars et Sika Group 8,5 millions. Nestlé de son côté avait investi 45 millions en 2006 et Glencore International AG bat tous les records: 656 millions. Certaines grosses entreprises suisses présentes à l'occasion de ce séminaire n'ont pas eu trop de mal à répondre à la question.

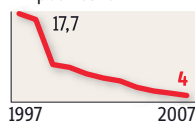
Le président du comité de direction de Swiss Re, Peter Forstmoser, a rappelé que le quartier général du groupe pour la région Equateur, Pérou, Bolivie et Colombie se trouve à Bogota. Que la Colombie est le 2^e pays le plus important pour Swiss Re en termes d'activité, car «elle est politiquement stable et l'une des plus grosses économies du continent. Parce que sa dette extérieure est basse et que, du point de vue des ressources humaines, les Colombiens ont une excellente formation.»

COLOMBIE DES INDICATEURS VERTIGINEUX

De bons résultats et la volonté de Bogota de le faire savoir.

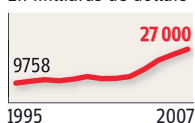
Inflation

En pour cent



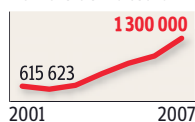
Exportations

En milliards de dollars



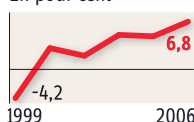
Tourisme

Nombre de visiteurs



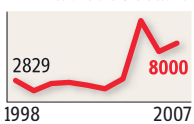
Croissance du PIB

En pour cent



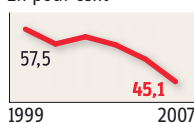
Investissements

En milliards de dollars



Pauvreté

En pour cent



Kidnapping

Nombre de personnes



Mais malheureusement, a-t-il ajouté, «il y a encore trop de clichés sur la Colombie. Je pense qu'il est plus dangereux de traverser la rue à Rome que de voyager en Colombie.»

Thomas Knoepfel, membre du comité exécutif de Holcim, géant du ciment (70 pays, 90 000 employés) a rappelé que le groupe, présent dans toute l'Amérique latine (à l'exception du Paraguay, de l'Uruguay et de la Bolivie), possède en Colombie 14% du marché de la cimenterie. Dans un pays qui bâtit, c'est beaucoup. «Nos usines sur place sont parmi les plus performantes que nous avons dans le monde.» La raison, une fois encore, est la stabilité: «La Colombie est une démocratie qui offre des garanties aux investisseurs, un personnel hautement qualifié et une situation stratégique.» Ce pays «qui est nettement au-dessus de la moyenne sud-américaine» laisse augurer aujourd'hui des indicateurs à la hausse dans tous les domaines.

Stephen Raffé, vice-président de la Zone Americas Operations chez Nestlé, a rappelé de son côté que le groupe est actif depuis soixante ans en Colombie et dans toute la région «bolivarienne», ce qui englobe l'Equateur et le Venezuela. Là encore, le centre régional de Nestlé est à Bogota. Son spectre inclut le lait, le café, le cacao, les boissons, la nutrition, voire la confection. Des chiffres impressionnants: 326 millions de dollars de bénéfice net sur les ventes en 2006 et même 452 millions si l'on inclut les chiffres des entre-

prises locales associées à Nestlé qui compte au total 1700 employés directs sur place.

A UBS, le chef de l'entité New Business Initiatives Americas, Beat Paoletto, a rappelé que son employeur est présent en Amérique latine depuis 1953 (Pérou) et en Colombie depuis 1970, où elle a notamment dirigé et géré pour un milliard de dollars de fonds obligataires. «J'aimerais féliciter le président Uribe, vous lui transmettez, Monsieur Plata.» Uribe, une main de fer et de droite, mais réélue bien haute à fin mai 2006 (*lire notre reportage «Colombie, le no pasaran! de droite»*, *L'Hebdo*, 24 mai 2006). C'est à lui que *The Economist* attribuait le 24 mars 2007 ce qu'il a appelé «l'effet Uribe», une courbe du PIB nettement à la hausse qui croise la statistique des meurtres nettement à la baisse en 2005.

La cheffe des relations économiques bilatérales au seco, Monika Rühl Burzi, présente elle aussi à cette matinée, s'est félicitée du raffermissement des liens entre les deux pays, des accords en bonne voie d'être signés (*lire l'interview*) et «espère voir plus d'investissements colombiens en Suisse dans un proche avenir». Ils ont déjà crû de 132% entre 2005 et 2006 et devraient gonfler encore de 155% cette année. Alors «pourquoi la Colombie?». «Parce qu'elle est avec le Mexique et le Chili, le seul pays du continent à offrir aux Suisses un environnement stable», a répondu Monika Rühl Burzi. Le rapport de la Banque mondiale, «Doing Business 2007», situe la Colombie au 2^e rang des pays ayant accompli les réformes les plus spectaculaires dans le domaine des affaires.

«IT'S TIME TO GO!» Autre signe, la couverture médiatique. Le magazine du *Financial Times*, *FDI*, consacrait sa une à la Colombie en décembre 2006, avec ce titre: «La Colombie sort de l'ombre». *Business Week* titrait en couverture, le 28 mai: «Quels sont les marchés émergents les plus extrêmes?» Réponse: la Colombie. *The Guardian* écrit le 8 juin 2007: «En cinq ans, quelque chose de remarquable s'est produit: les villes sont devenues relativement sûres.» Le 29 juin 2006, *The Economist* en faisait déjà une destination touristique avec ce sous-titre: «Sérieusement, c'est presque sûr.» Le guide *Lonely Planet* n'hésite pas et écrit: «Now it's time to go.»

Evidemment, tout n'est pas rose. Car 55,7% des Colombiens vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 2002 et le taux reste élevé (45%). La guérilla des FARC demeure active, souvent menaçante et la politique sécuritaire parfois discutable. Reste cette question: le maintien à l'écart de la Colombie aidera-t-il le pays à surmonter les épreuves? A cette question, toujours plus d'observateurs répondent: Bien sûr que non.»

MARIE-ANTOINETTE

Baptisée «Marie-Antoinette», c'est la montre mythique par excellence, la plus compliquée de son époque, au destin romanesque et mystérieux. Commandée en 1783 à Abraham Louis Breguet par un anonyme officier des gardes de la reine (Pour elle? Par elle? Pour le roi, pour un autre? La légende court...), elle n'aurait été achevée qu'en 1827, mais n'apparaît dans les registres de l'horloger qu'en 1838. Un certain marquis de la Groye la dépose alors pour révision. Il ne reviendra jamais la chercher. Revendue en 1887, elle entrera ensuite dans la collection Sir David Salomons, premier maire juif de Londres, sa fille l'offrira au L.A. Mayer Museum of Islamic Art de Jérusalem, avant qu'elle n'y soit dérobée une nuit d'avril 1983.



Montre fantasma que Nicolas G. Hayek s'était engagé à reproduire à l'identique, sans l'original ni les plans techniques, tout en offrant un million de dollars à qui permettrait de la retrouver.

Selon le quotidien israélien *Haaretz*, la Breguet N° 160 a été retrouvée et serait bientôt de retour au sein du musée, là où elle avait été dérobée.

C'est à l'été 2006, que le lot volé d'une quarantaine de montres aurait été identifié via un horloger, contacté par une avocate, mandatée par une veuve, qui en aurait hérité. Négociations en coulisses avec les assurances, retour des montres emballées dans un journal, inventaire, restauration... les mois ont passé. La nouvelle vient de tomber. Joli coup de pub et très beau cadeau de Noël pour la maison Breguet. |

DIDIER PRADERVAND
RÉDACTEUR EN CHEF
DE MONTRES PASSION

«LA SUISSE EST LE DEUXIÈME PLUS GROS INVESTISSEUR EN COLOMBIE»

Luis Guillermo Plata, ministre colombien du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, a passé une semaine en Suisse, pour promouvoir son pays et finaliser l'accord de libre-échange avec l'AELE.

GUILLERMO LEGARIA KEYSTONE

Quel est le bilan de votre séjour en Suisse fin d'octobre?

Excellent! A Zurich, j'ai rencontré des investisseurs. J'ai vu aussi les banques, UBS et Credit Suisse, qui ont des intérêts importants chez nous et qu'elles veulent accroître. Je suis venu donner aux investisseurs une autre perspective de la réalité colombienne, qui a beaucoup changé. De ce point de vue, ce séjour est un succès: nous sommes en passe de concrétiser deux ou trois gros investissements suisses en Colombie. Et la convention bilatérale pour éviter la double imposition (*sur le revenu et la fortune, ndlr*) va encore accélérer les choses. Je viens de la signer avec votre ministre des Finances, Hans-Rudolf Merz. J'ai aussi rencontré votre ministre de l'Economie, Doris Leuthard, dans le cadre des négociations sur l'accord de libre-échange avec les pays de l'AELE, dont la Suisse fait partie.

Quand cet accord de libre-échange sera-t-il signé?

Nous avons tenu un round de négociations ici même à Genève, cette semaine. La dernière étape devrait se tenir en janvier ou en février 2008. La question de l'agriculture pose encore problème. De même que la propriété intellectuelle. Et puis, il y a eu un malheur. Le négociateur suisse pour le domaine de l'agriculture est décédé. Et le négociateur colombien, sur la question de la propriété intellectuelle, vient d'être débauché par une compagnie... suisse. Tout cela a ralenti quelque peu le processus. Mais je ne doute pas de l'issue de ces négociations.

Quelle place occupe les investisseurs suisses en Colombie?

La Suisse, ou du moins ses entreprises, représente actuellement le second plus



LUIS GUILLERMO PLATA

A 40 ans, il est ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme de la Colombie depuis le 16 janvier 2007. Doté d'un MBA de la Harvard Business School, sélectionné en 2006 par le WEF parmi les 100 Young Global Leaders, l'homme s'est vu décerner plusieurs prix de gestion pour son leadership chez Proexport (organisme chargé de la promotion commerciale des exportations) dont il a été président de 2002 à 2006.

gros investisseur en Colombie. Nestlé, mais surtout Glencore qui est la multinationale qui investit le plus dans de multiples secteurs comme le charbon, le raffinage de pétrole ou l'exploration minière. Il y a aussi Holcim, ABB, Clariant, Sika, SwissRe, etc.

Quels sont les objectifs touristiques de la Colombie?

J'ai là-dessus une bonne et une mauvaise nouvelles. La bonne, c'est que depuis 2002, date de l'arrivée du président Uribe au pouvoir, le nombre de visiteurs a presque triplé, passant de 555 000 à 1,3 million à la fin de cette année. Cela nous ramène à l'affluence de 1980. La mauvaise nouvelle, c'est que nous avons perdu vingt-cinq ans. Et, vu la croissance actuelle, l'infrastructure d'accueil ne suit plus. Un gros événement à Medellín, et vous ne trouvez

pas d'hôtel. Alors, on construit. En 2008, Medellín disposera de 5000 chambres supplémentaires. Et les grandes chaînes hôtelières reviennent: Marriott, Hyatt, Hilton. Ce retard est aussi une chance, car nous pouvons développer notre infrastructure en tenant compte de l'environnement. Nous allons bâtir aux normes du XXI^e siècle!

Comment convaincre de plus petits investisseurs de venir en Colombie?

Avec les améliorations macroéconomiques, nous avons de nouveaux arguments incitatifs sur lesquels je ne reviens pas (*lire le texte principal*). Le pays offre un bon cadre général du point de vue de la sécurité, de la stabilité, de la régulation et des taxes. Reste à faire ce que je fais: dire au monde qu'il y a une différence entre la réalité et sa perception. Que la Colombie vaut la peine. Même s'il reste parfois des lourdeurs administratives, nous faisons tout ce que nous pouvons pour rendre la vie facile aux investisseurs. Nous voulons faire de la Colombie le pays le plus attractif du monde! |

PROPOS RECUEILLIS PAR
MICHEL BEURET